

<i>Adoption de la directive</i>	<i>01.11.2016</i>
<i>Dernière modification</i>	<i>04.01.2024</i>
<i>Ancienne directive n° 16, renumérotée le 24.08.2018</i>	

Directive publique n° 3.4

Paiement d'avances sur les indemnités des défenseurs et conseils d'office

1 Préambule

L'avocat, dès la première heure et pour une grande partie durant les premières semaines d'enquête, fournit un travail considérable. Pour certains d'entre eux, il ne fait pas de doute que les défenses d'office représentent une part importante du chiffre d'affaires. On doit dès lors admettre que les avocats ont le droit d'être payés dans des délais raisonnables. Ces avances sont désormais réglées à l'article 135 alinéa 2 CPP.

Le ministère public ou le tribunal qui statue au fond fixe l'indemnité du défenseur d'office à la fin de la procédure. Si le mandat d'office se prolonge sur une longue durée ou s'il n'est pas raisonnable d'attendre la fin de la procédure pour une autre raison, des avances dont le montant est arrêté par la direction de la procédure sont versées au défenseur d'office (art. 135 al. 2 CPP, 2^{ème} phrase). Le défenseur d'office est indemnisé conformément au tarif des avocats de la Confédération ou du canton du for du procès (art. 135 al. 1 CPP).

L'article 135 CPP s'applique par analogie à l'indemnisation du conseil juridique gratuit ; la décision définitive concernant la prise en charge des honoraires du conseil juridique gratuit et des frais afférents aux actes de procédure pour lesquels la partie plaignante a été dispensée de fournir une avance est réservée.

2 Marche à suivre

a) Concrètement, les avocats dont le mandat a duré six mois¹ ou plus doivent, s'ils veulent percevoir une avance, adresser au procureur en charge du dossier un état intermédiaire d'opérations destiné au versement d'une avance sur l'indemnité qui sera fixée ultérieurement. Cet état détaillera le nombre d'heures effectuées en audition, en conférence avec le client ou en étude du dossier. Il précisera également si ces heures ont été effectuées par l'avocat titulaire du mandat, un collaborateur ou un avocat-stagiaire. Cet état ne comprend toutefois que les heures effectuées, à l'exclusion des débours et autres frais.

Il n'appartient pas au Ministère public d'interpeller l'avocat qui ne demanderait pas d'avance.

b) A réception de l'état intermédiaire d'opérations, le procureur en charge du dossier procédera à un contrôle limité en vérifiant que le nombre d'heures annoncé ne paraît pas disproportionné ou excessif. A l'issue de ce contrôle l'avance à verser sera fixée, toujours par le procureur. Jusqu'à CHF 5'000.-, le montant de l'avance sera le produit du nombre d'heures validées au tarif de l'avocat d'office, arrondi aux CHF 500.- francs inférieurs. Au-delà de CHF 5'000.-, l'arrondi se fera au millier de francs inférieur. Ainsi, un avocat présentant une note d'honoraires intermédiaire validée de CHF 3'800.- se verra allouer une avance de CHF 3'500.-. S'il présente une note d'honoraire intermédiaire validée de CHF 6'800.-, il recevra une avance de CHF 6'000.-.

c) Pratiquement, il convient d'enregistrer la lettre par laquelle l'avocat requiert une avance dans l'onglet « pièces » du dossier (tandis que l'éventuelle annexe détaillant les opérations effectuées par ce dernier devra être placée dans la fourre des frais).

d) Une fois le montant de l'avance déterminé, le procureur adressera une lettre – à enregistrer au dossier – à l'avocat dans laquelle il indiquera – **avec une brève motivation ou explication** – le montant de l'avance fixée tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'une décision que seule l'autorité compétente au sens de l'article 135 al. 2 CPP est habilitée à

¹ Exceptionnellement, une avance peut être accordée plus tôt sur requête motivée.

rendre (cf. modèle de lettre joint à la présente directive). Une copie de cette lettre doit figurer dans la fourre des frais pour permettre à l'autorité qui statuera sur l'indemnité des défenseurs et conseils d'office de connaître les raisons des avances versées.

Le montant de l'avance ainsi accordée fera l'objet d'un ordre de paiement, à placer dans les frais – avec l'annexe contenant le détail des opérations – et sera enregistré dans les débours de l'affaire.

e) Les avocats peuvent en principe demander une avance sur indemnité tous les six mois.

En cas de renvoi en jugement, le montant global des avances devra figurer dans l'acte d'accusation.

Les avocats, quant à eux, devront, au moment d'établir et d'adresser à l'autorité compétente la liste d'opérations finale, indiquer le(s) montant(s) qui leur a(ont) déjà été versé(s) en précisant la(les) date(s) de l'état des frais.

Le Collège des procureurs

Modèle de lettre

N/réf

V/réf

Date

Dossier N° :

(à rappeler dans toute correspondance)

Affaire pénale ... - Avance sur indemnité d'avocat d'office

Maître,

Faisant suite à votre lettre du ... et sans préjuger du contrôle ultérieur de votre liste des opérations par la direction de la procédure, je vous informe qu'il vous sera versé une avance sur indemnité de CHF ..., concernant votre mandat d'office.

Ladite avance sera déduite de l'indemnité globale qui vous sera allouée par la direction de la procédure, en application de l'article 135 CPP, à la fin de votre mandat.

La présente lettre, qui n'est pas une décision, n'est pas susceptible de recours.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le procureur :